

Un Président iranien à Paris

lundi 9 novembre 2015, par [FARAHANY Behrouz](#)

Hassan Rouhani, Président de la République Islamique d'Iran, a été invité en France par François Hollande. Cette visite a lieu à un moment crucial où l'on parle de l'Iran dans tous les « dossiers » diplomatiques concernant le Moyen-Orient. La République islamique est en effet engagée sur quatre fronts : la Syrie, l'Iraq, le Liban et le Yémen. Un des porte-paroles d'Hassan Rouhani s'est même vanté, avant de rétropédaler, que la République islamique avait mis la main sur les capitales de trois de ces pays arabes, et que la quatrième (Sana au Yemen) allait bientôt tomber.

Une ruineuse quête de suprématie régionale

La quête de la suprématie régionale, est le rêve commun à la monarchie d'avant 1979 et au régime théocratique l'ayant suivi. Des sommes considérables ont été dépensés pour cela.

Le coût pourrait même en être de plusieurs milliards en ce qui concerne la Syrie, car il faut en effet prendre en compte :

- * l'aide militaire et logistique apportée au Hezbollah libanais depuis très longtemps,
- * la ligne de crédit mise à disposition du régime syrien pour ses achats militaires,
- * l'aide économique substantielle apportée au régime de Bachar Al Asad, et indispensable à sa survie.

La bureaucratie militaro-sécuritaire avec ses projets de missiles et autres armements de pointe, qui font de la République islamique une puissance militaire redoutable et redoutée ayant des vassaux dans les quatre coins de la région, dévore les ressources du pays.

Le projet avorté d'acquisition de l'arme nucléaire a coûté, au bas mot, plus de 120 milliards de dollars pendant plus de 15 ans (1), pour finalement être condamné au démantèlement selon les termes de l'accord – capitulation de Genève cet été. Tout cela dans une période de sanctions économiques terribles imposées par les puissances occidentales, et qui ont touché les couches populaires de plein fouet.

Une économie iranienne en profonde récession

Depuis la fin de la guerre Iran-Iraq (1980-1988) les gouvernements iraniens successifs (2) ont appliqué scrupuleusement les recettes néo-libérales. Il ne reste par exemple plus grande chose du secteur public, à part l'exploitation du pétrole. Même

la pétrochimie est presque entièrement privatisée et aux mains des ayatollahs et des infâmes « fils des messieurs ». (3)

Il faut ajouter à cela la corruption endémique, et les sanctions économiques de ces dernières années.

En final l'Iran a été frappé par un chômage massif (plus de 25 %), la fermeture de pans entiers de l'économie, une récession économique et une inflation galopante de plus de 40 %. (4)

Parvenue au pouvoir en juin 2013, l'équipe du Président Rouhani, avait promis de résoudre ces problèmes. Il avait même dit qu'un effet positif allait être ressenti par la population au bout de 100 jours ! Mais le miracle ne s'est pas produit. Par contre, en appliquant une politique anti-inflationniste classique, en réduisant les dépenses publiques (militaire bien entendu), l'inflation a été ramené autour de 10-14 % mais au prix de la menace d'une récession encore plus profonde.

Les trois économistes les plus en vue du gouvernement (5) sont tous adeptes de l'école de Chicago, néolibéraux patentés et fiers de l'être ! En ce moment ils préconisent une « thérapie de choc » face à la crise et veulent préparer des bases « saines » pour les investissements étrangers. Ils y voient la panacée suprême pour le « sauvetage de l'économie iranienne », avec en ligne de mire le Code du travail, en fait ce qu'il en reste, jugé trop favorable aux travailleurs et pas assez souple ! Vous n'avez pas déjà entendu cela ailleurs ?

Une polarisation sociale extrême

Le revenu pétrolier iranien pendant les 8 années de présidence d'Ahmadinéjad (2005 à 2013) a dépassé 800 milliards de dollars, soit plus que le total des 50 dernières années (en dollar constant) ! Et pourtant, selon les chiffres officiels, plus de 40 % de la population iranienne vit en dessous du seuil de pauvreté ! La grande majorité des revenus du pétrole ont été accaparés par la bureaucratie militaro-sécuritaire (6) et les premiers cercles qui gravitent autour du Guide Suprême. (7)

Une partie du reste a été utilisée par d'autres secteurs de la bourgeoisie rentière et ses complices du « secteur privé » qui, tout en se plaignant de la pression monstrueuse des Pasdarans, participent au pillage économique dans un milieu gangrené par une corruption systémique (8) et basé sur des spéculations diverses et variées : immobilier, change de devises, pierres précieuses, importation massive de produits bon marché, marché parallèle. L'appareil productif est laissé à l'abandon, devenu vétuste, même dans secteur de l'extraction du pétrole.

Un système de répression performant

La seule « modernité » concerne le domaine de la répression. Les forces de sécurité innovent dans les méthodes d'écrasement de l'opposition, et des mouvements de protestations.

Face aux grèves dans tous les secteurs de l'économie, et un vrai mouvement de masse parmi les ouvriers, les enseignants, les infirmières etc... le pouvoir utilise des méthodes complexes de harcèlement, d'emprisonnement de courte durée, de libération sous de lourdes cautions. Il n'hésite pas à laisser mourir des activistes en prison, comme par exemple Shahrokh Zamani le mois dernier.

La nouveauté avec Rouhani c'est le licenciement systématique des porte-paroles des grévistes et leur arrestation pour « crime de sabotage économique ». Ce type de répression, face au mouvement montant des grèves, a été utilisé très partiellement pendant la dernière année d'Ahmadinejad mais elle est systématisée avec Rouhani, « le modéré » adoré du défunt patron de Total, Monsieur Margerie. Dans le domaine de droits de l'Homme, outre la répression des activistes, Hassan Rouhani est devenu champion de la peine de mort : depuis le début 2015, on vient de dépasser les 2 000 exécutions de condamnés politiques et surtout de droits communs. Vous avez dit « modération » ?

« Business is business »

Certes les deux présidents vont parler de la situation au Moyen-Orient, et en particulier de la Syrie, mais les positions diplomatiques de deux pays sont à l'opposé, que cela concerne la Syrie, le Liban, le Yémen ou le conflit israélo-palestinien. Et ce n'est pas avec ce voyage qu'on peut s'attendre à un quelconque rapprochement des positions.

Le but essentiel reste en fait les relations économiques. C'est dans ce cadre qu'Hollande a invité son homologue iranien. La République islamique a un besoin urgent d'investissements : la récupération de ses avoirs bloqués à l'étranger ne suffit pas à combler le manque de capitaux nécessaires au redémarrage de l'économie iranienne.

Mais les investissements français sont loin derrière ceux des Chinois, des Coréens, des Russes, des Allemands et même des Italiens. Les positions rigides de la diplomatie française au cours des négociations sur le nucléaire (où la France était le porte parole de l'axe Tel Aviv - Ryad) ont laissé un goût amer dans certains milieux iraniens. Rouhani veut en profiter pour négocier des contrats juteux et mettre en concurrence le patronat français avec d'autres capitalistes européens, surtout depuis

que Khamenei, le Guide, a décrété, la semaine dernière, qu'il est interdit d'importer des produits finis américains.

On peut compter sur le talent commercial de François Hollande, meilleur vendeur de Rafale. Et tant pis pour les droits civiques et politiques bafoués, les acquis sociaux menacés, la condition des femmes et des peuples kurdes, azéris, arabes et autres. Comme dit le vieil adage : dans les affaires d'argent, il n'y a pas de place pour les sentiments.

Le 09/11/2015

Notes :

1. D'après des sources provenant de clans rivaux au sein du pouvoir.
2. Tous les présidents iraniens qui se sont succédés depuis 1989 ont appliqué la même politique économique, de Rafsandjani à Rouhani en passant par Khatami et surtout Ahmadinéjad (champion des privatisations et de la corruption (et félicité à deux reprises par FMI à l'époque par Dominique Strauss-Kahn !)
3. Les « fils des messieurs » est l'expression utilisée par la rue iranienne pour désigner l'oligarchie des 1% de la population qui détient tous les leviers du pouvoir économique et politique en Iran).
4. <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/FP.CPI.TOTL.ZG>
5. Les économistes les plus en vue du régime sont Tayeb Nia (diplômé de la LSE de Londres) et ministre de l'Economie, le D^r Tabibian (diplômé de Duke University) et le D^r Ghaninéjad (diplômé de la Sorbonne).
6. Cette bureaucratie militaro-sécuritaire est essentiellement constituée par le corps des Gardiens de la révolution islamique (Pasdarans) et sa constellation opaque de sociétés très actives dans le domaine économique et ne payant pas d'impôts. Voir « L'empire économique des pasdarans » par Behrouz Arefi & Behrouz Farahany (février 2010) <http://www.monde-diplomatique.fr/2010/02/AREFI/18792>
7. Bien que non-élu, le Guide suprême est la plus haute autorité politique et religieuse du pays.

8. Depuis l'élection d'Hassan Rouhani et les règlements de compte entre sa faction et celle de l'ancien président, quatre des vice-présidents d'Ahmadinéjad sont poursuivies pour corruption active. Deux d'entre eux, et pas les moindres, Rahimi et Baghaï ont écopé de peines de prison ferme de plusieurs années vu l'immensité des sommes dérobée. En « représailles » le fils de l'ancien président Rafsandjani, un champion des commissions occultes, très connu dans les milieux d'affaires londoniens, a été emprisonné à son tour pour les mêmes motifs ! Dans le pays des vertus islamiques c'est la corruption qui règne !

P. S.

* Exilé iranien en France, Behrooz Farahany est militant de l'association SSTI (Solidarité socialiste avec les travailleurs iraniens) <http://www.iran-echo.com>